



Le système LMD a du plomb dans l'aile : recherche urgente de solutions à BAC+2 ?

Nous poursuivons les réflexions sur la situation actuelle des STAPS qui, comme nous l'avons déjà mentionné, ne sont qu'un révélateur des problèmes de l'université mais aussi du lycée. Car il n'échappera à personne que l'utilisation systématique ces temps-ci de la notion de prérequis renvoie au fonctionnement ou dysfonctionnement du lycée. Nul doute que lorsqu'on parlera du lycée dans les mois à venir, on invoquera les problèmes du collège et les « prérequis » pour le lycée, et ainsi de suite. Nous ne sommes pas les premiers à le dire, l'ensemble du système doit être revu sous peine de continuer à chercher des rustines en permanence. Il est logique, à chaque étage du système, de s'interroger sur le bilan scolaire passé.

« La plupart des enquêtes permettent d'observer la corrélation entre un passé scolaire défavorable, caractérisé le plus souvent par une orientation subie en filière technologique ou professionnelle et l'échec à l'université »¹.

Pour autant, le contexte dans lequel le ministère nous met peut nous amener à la recherche de solutions immédiates, « évidentes ». Le risque est alors de commettre un certain nombre d'erreurs que l'on pourrait payer plus tard lourdement. Ces erreurs peuvent venir du fait que le problème est mal posé ([Sophie Orange, 2013](#)). Cette contribution, comme les précédentes, a d'abord comme fonction de poser des questions. Évitions que le « pragmatisme » ne masque en fait une analyse peu instruite et finalement fausse.

¹Sandrine Garcia, « Déscolarisation universitaire et rationalités étudiantes », *Actes de la recherche en sciences sociales* 2010/3 (n°183), p.48-57. Lire [ici](#)

LE SCHÉMA LMD

Né d'une volonté d'harmonisation européenne, le système dit « LMD » a été imposé aux forceps. L'utopie de l'harmonisation des diplômes, la possibilité d'aller d'un pays à l'autre a permis que cela soit, malgré tout, « passivement » accepté et mis en place progressivement. Après 15 ans cependant, force est de constater que le système ne s'est pas imposé, et la totalité des pays d'Europe conservent un système hybride entre l'ancien et le nouveau. La France n'échappe pas à la règle.

Chacun sait en France, par exemple, que le modèle des grandes écoles (BAC+2+3) cohabite avec le LMD (BAC+3+2). Sans parler évidemment des « filières courtes » tels les IUT, des cursus menant aux BTS, de la persistance des DEUST, des maîtrises, etc.

En fait ce qui fonctionne surtout au plan européen, c'est le transfert et le cumul des « ECTS » et la reconnaissance mutuelle des diplômes.

Il suffit d'une crise, dont la nature vient principalement du refus (modèle économique) de prendre en charge politiquement la démocratisation scolaire et d'anticiper la démographie, pour que chacun-e, cherchant légitimement des solutions rapides et non coûteuses, remette en cause les structures existantes. Ainsi une des solutions, pas simplement en STAPS, serait de développer les formations courtes (BAC+2).

UN PILOTAGE PAR LES FLUX

Les caractéristiques des réformes scolaires, et l'université n'y échappe pas, c'est qu'elles ont été, et sont encore, pilotées par des facteurs exogènes aux problèmes d'éducation ou de formation. La gestion des coûts est le principal facteur. Mais pour ce qui nous occupe, il y en a un second souvent lié : la gestion des flux.

La volonté d'offrir des sorties à BAC+2 (et pourquoi pas à BAC+1 ?) rentre dans cette logique. Cela ne signifie pas que ça ne soit pas une idée intéressante, mais à manier avec des pincettes : pourquoi avoir tablé sur le BAC+3 (L) pour maintenant dire que c'est trop ? Tous les décideurs précédents étaient donc dans l'erreur ? Ils le sont encore puisqu'on parle de BAC+3/BAC-3... Pourquoi penser que plus tôt se font les sorties du système, mieux c'est pour les classes défavorisées ? Car ne nous faisons pas d'illusion, c'est bien pour « ces gens-là » que l'on cherche des solutions.

Donc à l'heure où on cherche à nous vendre le BAC+3/BAC-3, reportant au passage le problème d'une sélection à l'entrée au lycée, et après pour entrer en master, les solutions se cherchent ailleurs. Drôle de paradoxe. Sur quoi repose cette logique ? Deux sous-entendus principaux selon nous : les études longues ne seraient pas faites pour les élèves issus des classes populaires, et la question de l'emploi.

SCOLAIRES, FILIÈRES COURTES ET PROFESSIONNALISATION DE L'UNIVERSITÉ

Nous avons déjà eu à travailler ces questions, notamment au moment de la mastérisation de la formation. L'allongement des études est un problème économique, difficilement supportable par les milieux aux revenus insuffisants, même si de nombreux étudiants bénéficient de bourses, le moment de l'entrée dans un métier, avec les répercussions en termes de solidarités familiales et intergénérationnelles, est un vrai problème. Mais le constat statistique ou sociologique ne suffit pas. Il faut comprendre et analyser ce qu'il y a derrière l'échec.

Le système est organisé, comme la société d'ailleurs, pour structurer, voire figer les destins scolaires le plus tôt possible. [Sophie Orange \(2010\)](#) montre bien comment cela se joue à partir d'une enquête dans l'académie de Poitiers.

La question de l'échec à l'université n'est pas nouvelle, contrairement à ce qu'on pourrait croire. Déjà dans les années 70 les discours fustigeaient cet échec. Des chercheurs parlent d'un échec structurel qui tournerait autour du fameux principe des 3 tiers : un tiers d'échec « réel » à cause du niveau scolaire, un tiers d'échec (provisoire le plus souvent) ou de réussite « moyenne » dus à une mauvaise orientation ou à un projet non encore calibré, un tiers de réussite. Ceci n'est donc pas nouveau et, encore une fois, c'est l'inadaptation flux/moyens qui rend le problème plus criant aujourd'hui. Mais même dans cette logique là il faut noter que l'échec n'est pas interprété de la même façon selon les filières : un échec en médecine, ou en classe prépa, c'est normal, « parce que c'est dur », et ça permet de ne sélectionner que les (soi-disant) meilleurs. Ailleurs c'est un problème, un gâchis, voire un désastre, une « boucherie » selon l'émetteur du message.

Il est clair que la recherche de filières courtes a comme fonction, à terme, d'organiser la segmentation des parcours. Certains refusent la spécialisation dans des disciplines au nom d'une « tubularité » qui serait la source des problèmes. Dans les faits, la « tubularité » visible est celle du milieu socio-économique. Dans ce contexte quel doit être le rôle de l'université : ouvrir les possibles ou les fermer ?

Sans rejeter *a priori* la multiplication des filières courtes (BTS, IUT, DEUST, sans parler pour ce qui nous concerne des diplômes Jeunesse et Sports), tout le problème réside dans le non enfermement dans celles-ci. Se pose alors tout le système des équivalences, des passerelles... à voir ou revoir.

Le problème s'est renforcé avec le tournant de la professionnalisation de l'université. Il y avait une nécessité. Sans doute l'université était-elle trop déconnectée du monde du travail. Mais n'y a-t-il pas aujourd'hui un excès inverse ? L'employabilité, mot barbare mais ô combien parlant, a modifié le rapport au savoir, à la connaissance et *in fine* aux diplômes devenus des passeports pour l'emploi dans une économie où le chômage est un puissant levier pour « contrôler » les travailleurs. C'est devenu structurel.

Tous les diplômes sont maintenant calibrés et évalués par rapport aux débouchés, donc de plus en plus spécialisés non pas sur des savoirs mais sur des compétences sensées offrir cette employabilité. En clair le service public travaille et investit pour l'entreprise, ce qui amène d'ailleurs le MEDEF à faire campagne. Même si Gattaz s'est excusé du « si l'école faisait bien son travail, j'aurais du travail », il s'agit d'une bascule totale de la fonction de l'école et *a fortiori* de l'université qui devient l'opérateur non plus de l'émancipation (ou autre utopie invraisemblable !) mais est à l'origine ou pas de l'emploi. Gattaz n'a pas créé le million d'emplois qu'il avait promis, mais ce n'est pas de sa faute. Ne nous trompons pas, ce n'est pas une « erreur de communication ».

Tout cela pour dire que la « professionnalisation » à outrance (d'ailleurs à l'inverse de la formation de l'élite, beaucoup plus polyvalente) contribue à créer le problème de « tubularité » des classes sociales et surtout de créer « officiellement » de l'échec (social, pas scolaire) si après le diplôme il n'y a pas d'emploi.

Or la recherche de filières courtes est justement la recherche de filières immédiatement professionnalisantes.

OUVRIRE LA RÉFLEXION

Filières courtes, pourquoi pas, à condition de savoir pour quoi, pour qui, avec quels risques. Bizarrement, on recherche principalement à viser des métiers alors qu'on se prive de réflexion sur des filières, courtes, polyvalentes, dans un champ circonscrit d'accord, mais qui permettraient d'ouvrir les possibles, mettre ou remettre à niveau, offrir différentes possibilités y compris la poursuite d'études. La situation est difficile, mais ne nous enfermons pas dans des prêts à penser ou des contraintes trop étroites.

Tout dépendra donc des conditions de mise en place de réflexion à plus long terme. En fait le court terme a peu d'avenir !